

L'INTERVIEW DU JOUR

« Le Nord est une région pionnière en santé publique »

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT GUENNEUGUES > region@nordeclair.fr

Elle porte la blouse blanche depuis 23 ans... Arrageoise d'origine et travaillant dans les Hauts-de-Seine, Édith Chapitreau préside l'Association française des infirmiers de santé publique qui organise, sur deux jours, un colloque national à l'institut de formation en soins infirmiers de Lille.

Pourquoi organiser ce colloque et pourquoi à Lille ? Qui sera là ? >> Il y aura 250 infirmiers de toute la France et 150 étudiants en troisième année aux instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) de Lille, Roubaix, Tourcoing et Saint-André. Nous avons lancé l'Association française des infirmiers de santé publique il y a deux ans pour créer un réseau de professionnels exerçant dans le champ de la santé publique. Nous ne faisons pas du soin mais de l'éducation à la santé, des enquêtes épidémiologiques, de la veille et de l'alerte sanitaire. Ce colloque intervient à l'aube de grandes réformes en matière de santé publique, avec la loi « Hôpital, patients, santé territoires » qui se prépare. Le choix de Lille, c'est parce qu'on y a un membre de l'association, Jean-Pierre Alemand, qui est particulièrement actif. Et puis le Nord est une région pionnière en termes de plans de santé publique. C'est ici par exemple qu'a été créée la valise d'urgence sanitaire.

Pourquoi est-ce important pour vous de vous regrouper en association et de partager vos expériences avec des infirmiers de la France entière ? >> Le propre de l'in-



“ Il est légitime de réformer le système de santé en France. C'est simplement la manière dont c'est fait et surtout la vitesse qui peuvent effrayer. ”

firmier de santé publique, c'est de travailler de manière isolée et de toucher à de multiples questions. On est donc quelquefois obligés de faire appel à l'expertise d'autres collègues qui se trouvent parfois à l'autre bout de la France. D'autant qu'on est parfois amenés à travailler dans l'urgence. Par exemple quand on doit organiser une action de prévention à la toxicomanie sur un grand concert ou une rave-party.

Trouvez-vous que votre profession est valorisée à sa juste mesure ? >> Non. Déjà parce que notre profession d'infirmier de santé publique n'existe pas ! Le décret qui réglemente la profession d'infirmier ne traite que du soin. Il y a donc un vide, que ce soit au niveau de la formation initiale ou continue. Par exemple, il n'y a pas de spécialité « santé publique » dans les IFSI. On cherche donc à valoriser notre profession. On vient de monter un partenariat avec l'école de la Santé à Rennes pour créer onze modules de formation spécialisés sur la santé publique que suivront les nouveaux infirmiers intervenant dans ce champ.

La réforme du système de santé va créer les ARS, les agences régionales de santé. Qu'est-ce que cela va changer pour vous ? >> Concrètement, on est un noyau dur dans l'association à travailler dans les Ddass ou Drass. Elles vont être fusionnées avec les agences régionales d'hospitalisation pour former ces ARS à horizon 2010. Il est légitime de réformer le système de santé en France. Il y avait des superpositions d'acteurs d'où un manque de cohérence et de communication. C'est simplement la manière dont c'est fait et surtout la vitesse qui peuvent effrayer.

Pendant ce colloque, vous allez parler du sida. Pourquoi cette maladie dont on parle moins aujourd'hui qu'Alzheimer par exemple ? >> Parce que cela reste un enjeu majeur de santé publique. En 2006, il y a encore eu 6 300 nouvelles contaminations au VIH en France. ●